Le comité d’action contre la guerre ne doit pas être une tête sans corps

Parcourant plusieurs pays en vagabond des grandes routes, je me trouvais à Amsterdam lors du Congrès contre la guerre et, comme tout le monde, j'ai profité de cette occasion naïve de me rafraîchir la vue avec des drapeaux rouges et le gosier avec le chant de *l'Internationale*. Ce qu'on a fait là-bas? Eh bien, voici: Le Congrès d'Amsterdam a réuni deux mille délégués, mandatés par les organisations les plus diverses. Il a acclamé environ deux cents discours prononcés en toutes langues devant des foules enthousiastes. Il a abouti à l'adoption quasi-unanime d'un manifeste préparé à l'avance, et à la nomination d'un comité d'action, composé des. mêmes personnalités qui avaient pris l'initiative de cette mobilisation pacifique.

Tels sont les faits. Quelles sont les leçons à en tirer? Selon moi, le Congrès, son Manifeste et son «Comité d'Action» nous offrent un excellent exemple de ce qu'il ne faut pas faire, de ce que la pratique des comités d'action doit éviter à tout prix — ou mieux, de ce qu'elle doit faire disparaître.

Un comité d'action, le nom l'indique, est créé pour l'action. Faire le piquet dans une grève, organiser une soupe communiste, défendre le logement de locataires expulsés, arracher du pain pour les chômeurs, manifester pour des victimes politiques, répondre aux coups des fascistes, s'opposer aux violences policières, saboter le recrutement des armées, les manœuvres de guerre chimique, le transport des armes et des troupes à destination des colonies ou de régions insurgées, voilà des formes d'action qui nécessitent une certaine organisation, et il appartient aux masses en lutte de confier ces tâches à leurs délégués. Par ailleurs, ces faits

de la lutte de classe sont tous ensemble des actes de lutte contre la guerre, contre l'union sacrée, contre le nationalisme et l'impérialisme. Ils minent la force de notre propre bourgeoisie et préparent sa défaite. Mais la lutte contre la guerre en soi, indépendamment de tout terrain concret, de toutes circonstances précises, de toutes méthodes définies – ce n'est pas de l'action. C'est tout au plus une attitude sentimentale, une expression platonique de politique parlementaire.

Si les quelques douzaines de personnages représentatifs qui forment le «Comité international de lutte contre la guerre» issu du Congrès d'Amsterdam ont en commun autre chose que les phrases creuses d'un manifeste, ce ne peut être que leur situation bourgeoise de chefs et d'intellectuels de profession. Leur grand moyen est de faire appel à «l'unité ouvrière», c'est-à-dire à un élément de classe qui leur est étranger. Qu'on me dise en quoi le Manifeste d'Amsterdam, rédigé par Barbusse et soussigné par des nationalistes et des pacifistes bourgeois avance d'un seul pas l'unité ouvrière? Est-ce que l'unité réside dans le vague des paroles, dans les votes d'unanimité sur des ordres du jour nègres-blancs? Non, c'est là une littérature dont tous les partis ont honte, à commencer par le Parti Communiste qui a inspiré les termes du manifeste et qui n'a pas osé le joindre au compte-rendu du congrès publié dans «l'Humanité». Le seul chemin de l'unité, c'est l'union dans l'action pratique, non pas sur des formules abstraites, mais sur un programme immédiat concret et précis, répondant à une tâche nettement définie, à des nécessités pressantes, directement ressenties.

Ce matin, en ouvrant «l'Humanité», j'ai eu un moment de satisfaction ou tout au moins d'espoir, en lisant qu'à Paris, venait de se former, sur une *base d'union ouvrière*, un comité de lutte qui se proposait de combattre la guerre. Allons, l'idée est dans l'air et l'on va peut-être donner pour suite au congrès d'Amsterdam ce qui, en bonne logique, aurait dû

tout au moins le précéder: l'organisation directe des masses sur leur propre terrain?

Je me suis donc appliqué à la lecture du compte-rendu. Comment a été convoquée la réunion, qui y participait, et d'où est sortis la liste de délégués qui a été présentée et adoptée, c'est justement ce que le rédacteur ne précise pas. Sur ce point je ne m'étendrai donc pas davantage, comptant qu'un ou plusieurs camarades parisiens voudront bien nous mettre au courant de ce qui s'est passé exactement en profitant des colonnes de cette rubrique pour discuter mes conclusions. Mais voici trois documents précis: la composition du comité, celle de son bureau, et le texte de résolution voté à l'issue de l'assemblée.

Ce texte malheureusement ne nous apporte encore rien de positif: il se contente de «flétrir», de «stigmatiser» à droite et de «saluer» à gauche. Reste la nomenclature des membres désignés pour constituer le comité et son bureau.

Le comité est composé de 61 délégués. La plupart sont désignés nommément.

En tête viennent les bourgeois d'avant-garde: Langevin, Roger Francq, la Doctoresse Pelletier, René Gérin, le «prix Goncourt» Dabit, etc. En serre-file, les militants professionnels des partis et des syndicats: Jacques Duclos, Poupy, Raynaud, Costes, Hénaff. Entre les deux, formant à lui seul le gros de la troupe, marche l'inévitable Vaillant-Couturier (des Écrivains révolutionnaires). D'autres *délégués* ne sont pas nommés, «n'ayant pas encore été désignés par les organisations» respectives qu'ils représentent au sein du comité; c'est le cas de 17 délégués dont la place est simplement réservée. Enfin, la liste annonce «six représentants directs des grosses usines parisiennes travaillant pour la guerre». Pour qui connaît un peu les mœurs de telles boites à mouches, il est évident que ces délégués n'ont pas été nommés par une assemblée d'usine; s'ils font

partie du personnel, il est bien compréhensible que l'on cache leur identité, mais il est probable que ce sont des «rattachés» délégués par la cellule.

Cette seule énumération montre que le Comité parisien de lutte contre la guerre impérialiste participe, dans sa composition, de plusieurs principes différents:

Pour une part, il est constitué suivant le système aristocratique des «dames patronnesses», dont l'activité sociale consiste à mettre des signatures au bas de déclarations platoniques. Ceci s'applique particulièrement à l'équipe Langevin et C^{ie}.

Pour une seconde part, il est organisé comme un banquet démocratique de sous-préfecture. Les Petits Commerçants, les Loges maçonniques, les Femmes pacifistes, la Fédération Républicaine des Anciens Combattants, la Ligue Anti-impérialiste, ont retenu chacune un certain nombre de places, et désignent ensuite les figurants chargés de les occuper.

Enfin, pour une troisième part (les six représentants d'usines), il s'agit effectivement d'un comité prolétarien d'action directe.

Ainsi, en schématisant un peu, on pourrait dire que le principe d'organisation du fameux «Comité» est emprunté au parlementarisme grand et petit-bourgeois dans la proportion de 90 p. cent, et au principe prolétarien dans la proportion de 10 p. cent. Dans la proportion de 90 p. cent, il est réduit à donner des ordres ou à formuler des vœux, et dans la proportion de 10 p. cent, il est (théoriquement) à même de passer à l'application, et de faire un travail effectif sur une base de classe.

L'Humanité se glorifie de compter dans le sein du Comité d'Action (y compris les anonymes) une majorité de 32 «non-révolutionnaires» contre 29 «communisants». Il nous est

impossible de vérifier cette arithmétique de l'idéologie – et pour cause! Mais, s'il en est ainsi, et si le Comité fonctionne bien réellement à plein selon la loi de la majorité, cela signifie que les 32 «non-révolutionnaires», soutiens de la politique petite-bourgeoise imposeront leurs directives aux 29 «communisants» qui sont plus ou moins leurs adversaires de classe. Plus vraisemblablement, il y aurait neutralisation réciproque, confusion, manœuvres, compromis, coups d'état, mariage de la carpe et du lapin, exclusions, fractionnement et scission.

Pourquoi? Parce que la lutte contre la guerre comme *idée* se place seule au-dessus des classes, mais l'on ne peut pas combattre la guerre comme *fait* sans toucher au capitalisme et sans sortir de la légalité.

Il ne faudrait pour rien au monde décourager les braves gens, fussent-ils bourgeois et légalitaires au possible, qui cherchent une potion contre l'idée de la guerre. Un transfuge de la bourgeoisie, il y a 70 ans, leur a rendu justice en les appelant «les Endormeurs». Nous souhaiterions de bon cœur que leur narcotique fut plus actif sur la bourgeoisie impérialiste qui dispose des destinées du peuple, et moins nocif pour le peuple lui-même qui doit se préparer à détruire la bourgeoisie comme régime. Mais enfin, les bonnes intentions des pacifistes sont certaines. Seulement, tout cela est du domaine de la politique idéaliste, que pour ma part je leur abandonne. Le comité d'action, tel que je le conçois, est réaliste, il se place sur le terrain du *fait*. Il ne s'assemble pas pour saluer des idoles, mais pour arrêter un plan et pour le réaliser. Et son principe fondamental, c'est que ceux qui réalisent, ceux qui risquent le gros paquet, la main-d'œuvre, en un mot, sont les mêmes que ceux qui conçoivent, entreprennent et décident. Les comités d'action, d'après moi, sont faits pour apprendre aux travailleurs manuels à être leurs propres commandants et leurs propres ingénieurs. Et si le professeur Langevin, l'écrivain Dabit, le docteur Couillaud, le poète Vaillant-

Couturier, les fonctionnaires syndicaux Costes, Reynaud et tutti quanti se mettaient à décider dans leur comité une grève de munitions ou quoique ce soit d'analogue, les dix mille ouvriers des usines de guerre représentés dans ce comité (et probablement par six «rattachés» irresponsables) auraient dix mille fois raison de renvoyer tous ces messieurs à leurs bureaux et à leurs chères études.

Non! ce n'est pas de «l'ouvriérisme démagogique». Non, je ne repousse pas toutes les bonnes volontés qui s'offrent à nous, par haine aveugle des intellectuels! *Je sais que bien des intellectuels révolutionnaires ne demandent qu'à servir le prolétariat. Leur seul tort est de croire qu'ils ne peuvent le servir qu'en lui servant de chefs, et en devenant des «révolutionnaires professionnels». Si les intellectuels mettaient au service de la conscience prolétarienne, de ses expériences spontanées, de ses expériences historiques, des luttes physiques qu'elle engage contre l'ennemi de classe, autant de force analytique, de puissance généralisatrice et d'opiniâtreté corporelle qu'ils en ont mis à vouloir se soumettre le mouvement ouvrier pour lui imposer leurs propres directives, nous n'en serions pas réduits à nous emparer d'une loupe ou d'un télescope, ni à fouiller les bibliothèques pour rassembler petit à petit les matériaux d'une théorie du prolétariat*.

C'est pourquoi, en ce qui concerne les comités d'action, il faudrait dire aux intellectuels: «Étudiez-les avec nous, faites connaître leurs expériences et les leçons qui s'en dégagent, critiquez-les, propagez-les, apportez à leurs tâches le concours de vos cerveaux, de votre argent, de vos poings même (si vous en avez); mais n'oubliez pas que le droit d'en faire partie et de les diriger appartient à ceux-là seuls qui n'ont rien à ménager et nul privilège à maintenir».

J. Cello (France)